

REVUE DE PRESSE

Dernière mise à jour : mercredi 11 septembre

Table des matières

Le Moniteur - La FNTP dénonce le stop and go budgétaire 2

**BatiActu - " Il n'y aura pas de transition écologique sans investissement ", Alain
Grizaud (FNTP) 4**

Le Moniteur - La FNTF dénonce le stop and go budgétaire

06.09.2024

Par Laurent Miguet

« La bonne politique budgétaire consiste à investir ». En réponse aux menaces de coupes budgétaires brandies par l'ancien ministre de l'Economie Bruno Le Maire, Alain Grizaud fourbit les arguments qu'il se prépare à défendre devant le gouvernement de Michel Barnier. Le président de la Fédération nationale des Travaux publics (FNTF) a détaillé sa plaidoirie dans une note du 29 août, dont le titre résonne comme un manifeste : « L'investissement dans les infrastructures, un levier d'action au service du redressement de notre pays ».

Positiver la dette

Les parlementaires des deux chambres ont reçu le message qui oppose à l'argument du déficit celui du coût de l'inaction : « Laisser s'accumuler la dette grise équivaut à multiplier la facture du remboursement par cinq à dix », calcule Alain Grizaud.

Face aux aléas conjoncturels, le président de la FNTF recommande au gouvernement de s'inspirer de l'attitude des chefs d'entreprise : « Ils maintiennent et optimisent leurs outils ; ils consolident leur parc, et ils n'ont pas peur de s'endetter ».

Au passage, Alain Grizaud n'hésite pas à recommander le sacrifice d'objets qui lui paraissent inutiles : « A quoi sert l'OFB » ? Le canalisateur n'a pas digéré les 400 M€ soustraits chaque année au budget des agences de l'eau, pour financer l'Office français de la biodiversité.

La route d'abord

Mais le message essentiel porte, sans surprise, sur le transport, et en premier lieu la route : « C'est le cœur du réacteur, dans le seul secteur d'activité dans lequel les émissions de carbone ne diminuent pas », rappelle Alain Grizaud. La croisade de la FNTF passera par une campagne sur la route de demain, et par l'aboutissement de la labellisation de l'éco-comparateur Seve TP, consacré à l'éco-conception des infrastructures.

Pour éviter que les politiques de transition écologique ne se noient dans les normes et les contraintes, génératrices de colère, le président recommande une visibilité pluriannuelle : « Arrêtons de remettre chaque année sur la table tous les dispositifs posés lors des précédentes discussions budgétaires ». Aux yeux d'Alain Grizaud, alarmé par les menaces qui pèsent sur le Fonds vert, « le stop and go, c'est le gros problème d'aujourd'hui ».

Desserrer les contraintes

L'adaptation au changement climatique nourrit son analyse, éclairée par les ravages dans la vallée de la Roya, consécutifs à la tempête Alex de 2020. « Après des catastrophes de ce type, il faut prendre le temps de s'interroger sur où et comment reconstruire, et de réfléchir à la migration des populations

». Pour aider les élus locaux à anticiper ce type d'événements, le président promeut la plateforme digitale Infraclimat, développée par la FNTP.

Le thème du desserrement des contraintes ramène le président vers l'eau, et plus précisément la réutilisation des eaux usées traitées (Re-UT). « Chaque agence régionale de la santé applique sa propre doctrine, alors que l'Europe montre l'exemple de la simplification », dénonce Alain Grizaud, rassuré de voir que la pression climatique ramène certains territoires à la raison : les Pyrénées orientales envisagent d'alimenter leurs nappes et leurs canaux d'irrigation avec la Re-UT.

Le précédent de la reconstruction

La visibilité et la simplification rendraient possibles un effort indispensable à la réussite de la transition écologique, et comparable à celui qu'a mis en œuvre la France, pendant la reconstruction.

[batiactu]

BatiActu - " Il n'y aura pas de transition écologique sans investissement ", Alain Grizaud (FNTP)

06.09.2024

Par Jessica Ibelaidene

Alors qu'un nouveau Premier ministre a (enfin) été nommé et qu'il va devoir s'attaquer à l'épineux dossier du budget pour 2025, dont les discussions s'annoncent aussi rudes que la trajectoire à prendre, le président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) persiste et signe : investir est "un gage d'avenir" pour le pays, son économie et sa transition écologique. Une conviction qu'il souhaite diffuser largement, et dont les arguments peuvent, selon lui, faire consensus auprès d'une grande partie de la classe politique.

Le rendez-vous était fixé depuis quelques jours déjà. Un rendez-vous de rentrée qui s'inscrit dans un contexte particulier, sur fond d'incertitudes politiques et de sombres perspectives budgétaires. Et alors que l'on attend depuis deux mois le nom d'un nouveau Premier ministre, c'est lors de ce rendez-vous avec quelques journalistes que l'annonce tombera. L'occasion pour l'hôte de réagir à chaud, tout en insistant sur le fait que le cœur de son message vaut "quelle que soit la couleur politique" de celui chargé de constituer un gouvernement.

Le message qu'Alain Grizaud souhaite faire passer à la classe politique dans son ensemble n'est pas nouveau et tient en peu de mots : investir pour garantir l'avenir ! Mais ce message semble pourtant de plus en plus pressant, à mesure que les mois, voire les années, passent. La raison : l'urgence écologique que peu s'aventure désormais à nier. "La transition écologique s'impose à nous au quotidien : regardez les dernières intempéries dans le sud-est. Ce genre d'épisodes est de plus en plus forts", interpelle-t-il.

Une transition écologique plus décentralisée

C'est pourquoi l'investissement public devrait se concentrer, selon la FNTP, sur "deux enjeux majeurs" : la transition écologique et les territoires. Et les politiques publiques devraient être consacrées, à travers ces investissements, à la protection des hommes, des territoires et des infrastructures. Si les précédents gouvernements avaient pu mettre en place certaines avancées, elles ont souvent souffert d'un mouvement de "stop and go permanent" ne facilitant pas la compréhension et l'appropriation des outils. Et elles n'allaient pas assez loin, estime le président de la FNTP qui cite le fonds vert, un outil jugé "efficace" avec un effet de levier important en faveur des investissements, le plan vélo, le fonds friches, les efforts en matière de mobilité douce, le plan national d'adaptation au changement climatique ou même le ZAN "qui peut être vertueux... si on le laisse s'adapter aux territoires". Il y a ainsi un vrai sujet de

"décentralisation de la transition écologique" à aborder, "en donnant une direction, des objectifs, puis en accompagnant les territoires" avec des subventions.

Des craintes sur l'investissement local

Sauf que si une telle logique commençait à être timidement mise en œuvre, les discours autour de la situation budgétaire du pays semble bien la mettre à mal. Alors que les dépenses des collectivités sont pointées du doigt notamment par le futur ex-ministre de l'Économie Bruno Le Maire, la FNTP craint qu'il ne prépare le terrain pour baisser les dotations aux territoires. « Selon les lettres plafonds que nous avons consultées, l'enveloppe du fonds vert pourrait diminuer considérablement dans le prochain budget. Si la dotation globale de fonctionnement baisse, c'est l'investissement qui en subira les conséquences », note-t-il, au risque de casser la dynamique dans laquelle est désormais le bloc local, dans la deuxième moitié des mandats. "S'attaquer à l'investissement est un non-sens écologique et économique" Plus largement, le président de la FNTP ne cache pas son inquiétude, craignant que le futur gouvernement ne s'attaque "à toutes les dépenses d'investissement" face aux très importantes économies à réaliser pour 2025, "car il est toujours plus facile de s'attaquer à l'investissement plutôt qu'aux dépenses structurelles, même si ce serait un non-sens écologique et économique". Or, clame-t-il, "l'investissement est un moteur essentiel de l'économie, un moteur essentiel pour notre secteur et un gage d'avenir. Sacrifier l'investissement, c'est sacrifier l'avenir". Or, « il n'y aura pas de transition écologique sans investissement, si ce n'est avec plus de normes, plus de contraintes et donc plus de colère », prévient-il. Et même si toute la classe politique semble désormais avoir bien conscience de l'importance de la transition écologique, "le point d'achoppement, c'est l'engagement financier que chaque camp veut mettre sur la table", constate-t-il. Mais la FNTP observe malgré tout une forme "d'immaturité politique" autour de ces enjeux et de la corrélation entre investissement et écologie. La fédération compte ainsi continuer à faire de la pédagogie, convaincue que des consensus peuvent être trouvés autour de ces questions.

Gérer les comptes de l'État comme ceux d'une entreprise ou presque

Le président Alain Grizaud a d'ailleurs adressé une lettre à tous les nouveaux députés afin de présenter sa vision des enjeux et les solutions que la profession porte. Solutions qu'il résume devant les journalistes en les comparant à la gestion d'une entreprise. "La comptabilité publique doit changer de vision sur l'investissement et s'approcher de ce qui se fait dans le privé. Quand une société connaît des pertes sèches, qu'elle n'a plus de trésorerie, elle commence en priorité par couper dans les frais généraux. C'est difficile et douloureux, mais cela permet de maintenir l'outil de travail. Puis il faut chercher des optimisations. Et continuer à investir, ne pas avoir peur de s'endetter pour générer de la compétitivité et rebondir."

"Couper dans les frais généraux, c'est douloureux, mais cela permet de maintenir l'outil de travail" Aussi aimerait-il que les dépenses et les recettes affectées à l'investissement soient sanctuarisées, "car c'est ce qui créera de la richesse à terme" et que l'on s'attaque davantage

aux frais généraux" , estimant qu'il y a des "marges" à trouver dans les dépenses de fonctionnement, sur la protection sociale (autour, au hasard, du système des retraites, par exemple) ou encore sur l'optimisation des agences de l'État et des "multiples couches" existant au sein de l'administration. Concernant le financement des dépenses, la FNTF aimerait que l'emprunt de long terme soit mieux considéré pour des investissements dont le bénéfice social et environnemental est identifié. Le recours au péage, "dont on pourrait élargir le champ pour financer la transition écologique et la transformation des mobilités" est aussi un sujet à remettre sur la table. Alors qu'un nouveau Premier ministre vient d'être nommé, le président de la FNTF compte bien solliciter un rendez-vous dès que possible pour le rencontrer et lui soumettre sa vision et ses solutions. En attendant de connaître la composition du gouvernement dans son ensemble et des périmètres ministériels.